

La disparition progressive des moyens des politiques contra-cycliques des Etats capitalistes.

« Les marges de manoeuvre à la mise en place de politiques contra-cycliques s'avèrent donc de plus en plus étroites, ceci d'autant qu'apparaît un risque de creusement cumulatif des déficits lié au versement d'intérêts sur les dettes publiques (effet boule de neige)... les besoins de financement du secteur public au sens large (qui inclut notamment les caisses de sécurité sociale) marquent ainsi une progression rapide depuis trois ans (en moyenne 7.5% du PIB dans les quatre grands pays de la CEE en 1993 contre 6.2% en 1992 et 5.1% en 1991). »

(Crédit Lyonnais, Euroconjoncture 09-93)

Parmi les moyens étatiques classiques d'infléchir, de courber l'acuité de la crise générale de dévalorisation il y en a un certain nombre qui ont été retenus et mis en oeuvre -avec des panachages et un impact divergents- par les principaux Etats du monde capitaliste. On se cantonnera dans ce chapitre à en rappeler les caractéristiques sommaires lorsqu'elles ont déjà été traitées dans des revues antérieures. En revanche on procédera à un examen plus détaillé pour ceux qui ne l'ont pas été précédemment. Dans la première rangée on classera les politiques de relance de la dépense publique -la création de marchés solvables supplémentaires par voie budgétaire- et dans la seconde les politiques monétaires de taux d'intérêt bas -le prix du crédit bon marché- ainsi que celles dites de dévaluation compétitive.

* Les initiatives de croissance de la dépense publique sont passablement différentes en fonction de la profondeur de la crise fiscale de l'Etat qui la met en oeuvre et des secteurs de l'industrie qui vont en bénéficier. Globalement on distingue maintenant une majorité de pays dont la situation des finances du comité d'affaires de la bourgeoisie nationale ne permet plus d'allouer des sommes importantes à cette fin; les USA, la Grande Bretagne, la France, le Canada et l'Italie sont dans ce lot.

« A l'image des politiques économiques au sein du G5 (à l'exception notable du Japon), celles appliquées au sein de la CEE ne sont guère favorables à une reprise rapide de la

croissance. Les politiques budgétaires mises en oeuvre ne sont pas contra-cycliques, loin s'en faut. La dégradation des comptes publics est pour l'essentiel d'origine conjoncturelle et liée au recul des recettes ainsi qu'au dérapage automatique de certaines dépenses concernant les prestations sociales. Il ne s'agit en aucun cas d'un dérapage des déficits lié à des politiques expansionnistes. »

(Caisse des Dépôts et des Consignations (CDC). Note de Conjoncture 02-93.)

A l'opposé, le Japon et surtout l'Allemagne relativement à la restructuration de l'appareil productif de l'ex-RDA, conservent encore, quoiqu'en instance de rapide érosion et avec des effets largement inférieurs aux attentes de la bourgeoisie et à la profondeur de la crise, certaines de ces prérogatives.

-Au Japon :

« ... pour essayer de redonner un peu de force à la demande intérieure, le gouvernement Hosokawa vient de lancer un nouveau plan de relance budgétaire de plus de 300 milliards de Francs français, dont une bonne partie sera consacrée aux travaux publics et à la construction. Mais c'est le troisième du genre depuis août 92, et les prévisionnistes, qui ont du mal à saisir les subtilités budgétaires japonaises, commencent à se demander quels effets réels ont de telles annonces : les deux premiers plans auraient dû théoriquement apporter un surcroît de croissance de 5%... Les experts du F.M.I., qui tablaient en avril dernier sur une croissance de 1.3%, semblent en tous cas ne plus trop croire aux vertus des programmes japonais : pour eux l'économie est en panne. »

(Libération. 23.09.93.)

- En Allemagne :

« Comme une bulle et une chaîne serrée au pied de la plus grande économie européenne, l'Allemagne de l'Est a grandement réduit la capacité du pays d'agir en locomotive économique continentale... un déluge de capitaux de l'Ouest n'a pas résolu les problèmes de l'Est... l'appui à l'Est est en train à la fois de créer une montagne de dettes, de garder hauts les intérêts à long terme et d'entraîner vers le bas la croissance économique. »

(Business Week. « L'Allemagne est-elle en train de rater l'unification? » 15.11.93.)

Pour ce qui est de la dimension qualitative des mesures étatiques visant à redonner du tonus aux marchés par l'extension des dépenses publiques, celle qui a trait à la destination sectorielle immédiate de ces actions étatiques de revitalisation de la valorisation (achats publics de marchandises), il faut avoir en mémoire que dans tous les cas il s'agit de branches industrielles qui produisent des biens de consommation civils ou militaires et que, par conséquent, les retombées sur le secteur productif des moyens de production sont nécessairement biaisées et décalées dans le temps. Aux côtés ou plus fréquemment à la place de politiques d'expansion des marchés publics on compte la défiscalisation progressive de l'activité des agents économiques. Mais de telles initiatives butent avec une vigueur renouvelée sur les difficultés

croissantes à financer le secteur public et à garder en l'état un minimum de démocratie sociale, mécanismes et instituts, garants fondamentaux de la nécessaire paix sociale. A ce propos il convient d'avoir à l'esprit qu'en ce moment précis les recettes fiscales indirectes et les ponctions sur les revenus chutent énergiquement. C'est pourquoi les Etats se livrent massivement à des privatisations de pans entiers des entreprises nationalisées. Celles-ci sont à ranger parmi les initiatives ayant pour but de pallier à la baisse des recettes fiscales, et généralement révèlent des difficultés croissantes à continuer de les faire fonctionner de façon rentable. Mais, en agissant sous l'emprise d'une telle contrainte économique, l'Etat doit se séparer de toutes ou d'une partie congrue de ses propriétés à des prix, conformément à l'atonie ambiante des marchés financiers, bas, parfois même très bas, au profit de spéculateurs et de capitaines d'industrie du secteur privé sans scrupule. Combines, corruption et autres scandales deviennent de la sorte le lot quotidien inéluctable des privatisations.

« ... Simultanément, s'effondrent les prix des fonds d'Etat et des autres valeurs. C'est le moment où les capitalistes financiers procèdent à des achats massifs de ces titres dévalués qui, dans les phases ultérieures, ne tarderont pas à rattraper et à dépasser leur niveau normal. Ensuite, ils sont jetés sur le marché, et c'est ainsi que ces capitalistes s'approprient une partie du capital-argent du public ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 529. Editions du Progrès. Moscou)

* Le mobile de la croissance connu sous le nom de baisse des taux d'intérêt a été et est toujours largement employé par les pays capitalistes forts. Toutefois, lorsqu'on parle d'« argent moins cher » il faut savoir identifier et discerner le prix des crédits à court et à long terme et il convient de ne pas confondre la pression étatique sur la Banque Centrale pour le modérer avec le cours spontané du prix du crédit tel qu'il s'établit par et dans le marché des capitaux. Si l'on ne tient pas bien compte de ces précisions on tomberait fatalement du côté des interprétations lénifiantes qui visent à expliquer les faits économiques objectifs comme une série ininterrompue de décisions souveraines et arbitraires des acteurs économiques. On pourrait penser, dans ce cas, que, puisque certains Etats ont orienté de façon plus marquée que les autres les taux d'intérêt à court terme à la baisse, ceux-ci seraient engagés plus clairement sur la voie de la relance de l'activité et manifesteraient par de tels agissements une volonté plus forte de « sortir leur pays de la crise ». Ou encore, on serait autorisé à croire que le « choix » de baisser les taux d'intérêt à court terme entraînerait mécaniquement la chute des taux à long terme qui sont l'unique référence des crédits pour les investissements des entreprises. En réalité les choses se présentent tout autrement et la présomption de pertinence de ces relations se trouve, confrontée à une analyse plus approfondie, profondément remise en cause et bouleversée.

Côté coût du crédit selon la durée de ses échéances de remboursement les tableaux qui suivent démontrent sans conteste que leur détermination temporelle différente inscrit une divergence nette et croissante entre les prix respectifs du crédit dans les périodes de crise et de marasme économique. Symétriquement, on constate aussi que, au cours des moments fastes du cycle industriel, l'écart entre les taux à court et à long terme se réduit. Partant, d'une part l'Etat peut effectivement opérer des ajustements à la baisse des taux d'intérêt courts qui sont susceptibles de produire (si les institutions bancaires les répercutent rapidement et

intégralement, donc si leurs comptes d'exploitation sont susceptibles de permettre cela) un renvoi positif pour l'expansion du marché des biens de consommation pour les particuliers.

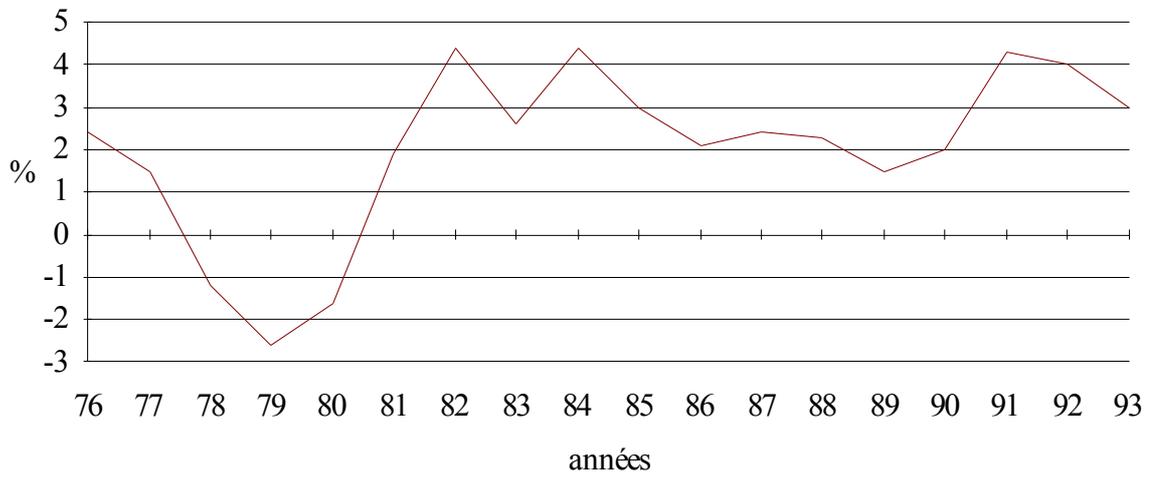
D'autre part au contraire, il ne peut absolument pas infléchir dans une mesure comparable et suffisamment, en regard des exigences de la valorisation, le cours au renchérissement de l'argent lorsqu'il est destiné à lubrifier le marché des moyens de production. Ce marché est pourtant décisif dans le capitalisme pour définir la hauteur et le point de la conjoncture économique. A la seule exception de l'Allemagne où les pressants et gros besoins étatiques de financement de la restructuration à l'Est ont empêché la manoeuvre même sur les taux à court terme, l'écart se creuse durant et à proximité des crises entre taux longs et courts. Les premiers demeurent élevés tandis que les Etats se cantonnent (il ne pourrait pas en être autrement) à s'efforcer de plier les seconds.

« Lorsque les prix à la consommation chutaient à un taux annuel de 6.8% aux USA en 1930-1933, les taux d'intérêt réels demeurèrent dangereusement bloqués à des niveaux élevés. La politique monétaire devint totalement impuissante comme instrument pour raviver la demande. »

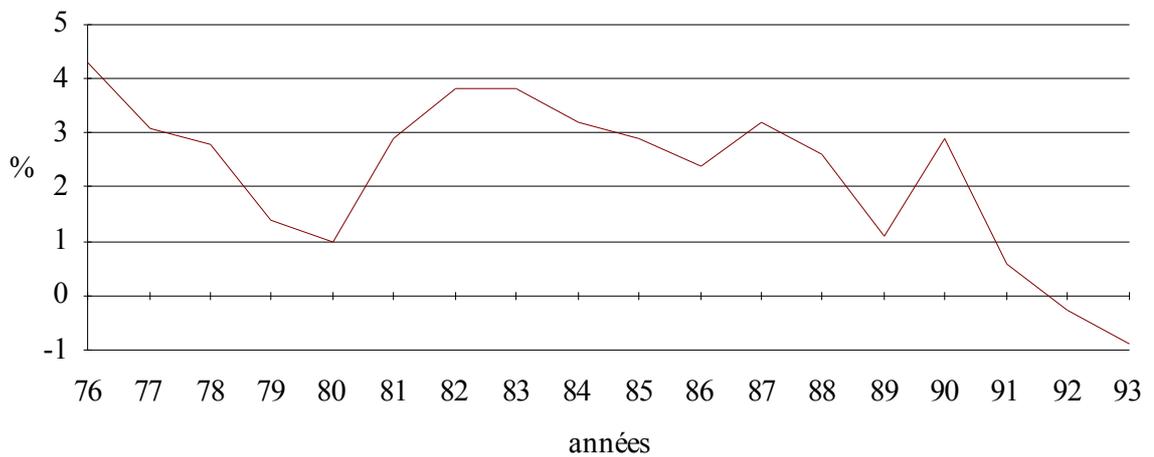
(The Economist. 27.11.93)

Aux USA, en 1982 cet écart était de 4.5% et en 1991 de 4.36%; au Japon il était de 3.16% en 1981 et de 2.03% en 1992. La raison du moindre pourcentage japonais en 1992 par rapport à 1981 s'apparente, partiellement, à celle qui vaut pour l'Allemagne. Ce pays a tenté, avec le peu de succès que l'on connaît, de revitaliser production et profits par de coûteux plans étatiques successifs de création de marchés solvables. Ceci a augmenté d'autant la soif budgétaire d'emprunts d'Etat et donc a rétréci la possibilité de modérer les taux courts. Pour mémoire et par souci de rigueur on signale que les deux types de taux retenus pour ces trois tableaux sont respectivement le taux d'escompte officiel, c'est-à-dire *le taux que l'autorité monétaire applique à ses prêts ou auquel elle escompte les effets escomptables des banques créatrices de monnaie... il s'agit des taux de fin de mois*, et le taux de rendement des Obligations d'Etat, c'est-à-dire *les rendements à l'échéance d'Obligations d'Etat ou d'autres Obligations, qui seraient représentatifs des taux à long terme.*

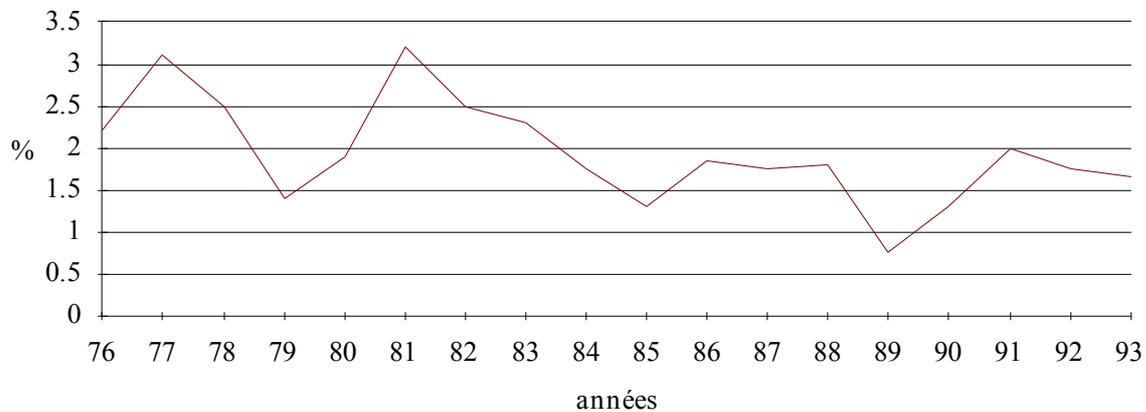
**Ecart entre taux d'intérêts longs et courts aux Etats-Unis
source F.M.I.**



**Ecart entre taux d'intérêts longs et courts en Allemagne
source F.M.I.**



Écart entre taux d'intérêts longs et courts au Japon source F.M.I.



Côté coût réel du crédit à long terme les trois tableaux prouvent que l'Etat n'est pas à même de contrecarrer la loi capitaliste de fixation des prix d'emprunt du capital-argent. Cette loi fut parfaitement exprimée par Marx qui décrivit le cours des taux d'intérêt relativement au cycle industriel et pour chacun de ses moments :

1. période d'activité moyenne :

« Une fois que le procès de reproduction a retrouvé l'état de prospérité qui précède celui de l'extrême tension, le crédit commercial connaît une très grande extension qui repose alors de nouveau réellement sur la base « saine » de rentrées faciles et d'une production élargie. A ce stade de la conjoncture le taux d'intérêt reste encore peu élevé, même s'il s'élève au-dessus de son niveau le plus bas. En fait c'est le seul et unique moment où l'on peut affirmer qu'un taux d'intérêt faible, d'où relative abondance de capital prêté, coïncide avec une extension réelle du capital industriel. La facilité, la régularité des rentrées allant de pair avec un large crédit commercial, garantit l'offre de capital de prêt, en dépit de l'accroissement de la demande, et empêche que le taux de l'argent ne s'élève ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 513. Editions du Progrès. Moscou)

« ... en période de détente après la crise les marchandises sont rares en quantités absolues et non pas par rapport à la demande; et le taux d'intérêt est bas ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 622. Editions du Progrès. Moscou)

« ... dans une autre phase du cycle, on assiste à une grosse demande de marchandises, partant à des rentrées faciles d'argent, mais, simultanément, à une montée des prix des marchandises et le taux de l'intérêt reste bas en raison des rentrées faciles ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 622. Editions du Progrès. Moscou)

2. période de prospérité :

« Il vient s'y ajouter maintenant aussi l'extension considérable du capital fixe sous toutes ses formes et la création en masse de nouvelles et importantes entreprises. L'intérêt monte, atteignant alors son niveau moyen ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 514. Editions du Progrès. Moscou)

3. période de crise :

« Son maximum (l'intérêt n.d.l.r.) il l'atteint de nouveau dès qu'éclate la nouvelle crise : le crédit cesse brusquement, les paiements sont suspendus, le procès de production paralysé et, aux exceptions près que nous avons déjà notées, on constate, parallèlement à une pénurie presque totale de capital de prêt, une surabondance de capital industriel sans emploi ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 514. Editions du Progrès. Moscou)

« ... dans les crises : il y a pléthore de marchandises, elles ne peuvent être converties en argent, et c'est pourquoi le taux d'intérêt est élevé ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 622. Editions du Progrès. Moscou)

4. période de marasme économique :

Cette période intermédiaire voit le taux d'intérêt rester élevé mais s'engage vers une baisse suite à l'arrêt de la dévalorisation généralisée et de la chute de la production. En s'interrogeant sur le mouvement du taux d'intérêt dans son intégralité Marx parvient à la synthèse que voici :

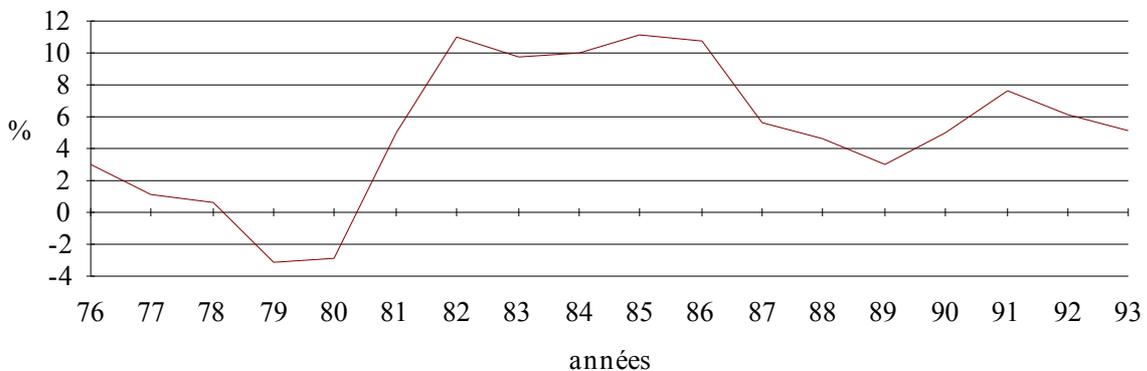
« Au total donc, le mouvement du capital de prêt, exprimé dans le taux d'intérêt, s'opère en sens inverse de celui du capital industriel. Seules deux phases traduisent une coïncidence de l'abondance du capital de prêt avec une grande expansion du capital industriel : celle où le faible taux d'intérêt, mais qui a déjà dépassé son minimum, coïncide avec l'« amélioration » et la montée de la confiance après la crise et surtout la phase où le taux de l'argent atteint son niveau moyen, le milieu à égale distance du minimum et du maximum. Mais au début du cycle industriel, le taux peu élevé de l'intérêt coïncide avec la contraction, et à la fin du cycle le taux élevé avec l'abondance de capital industriel ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 514. Editions du Progrès. Moscou)

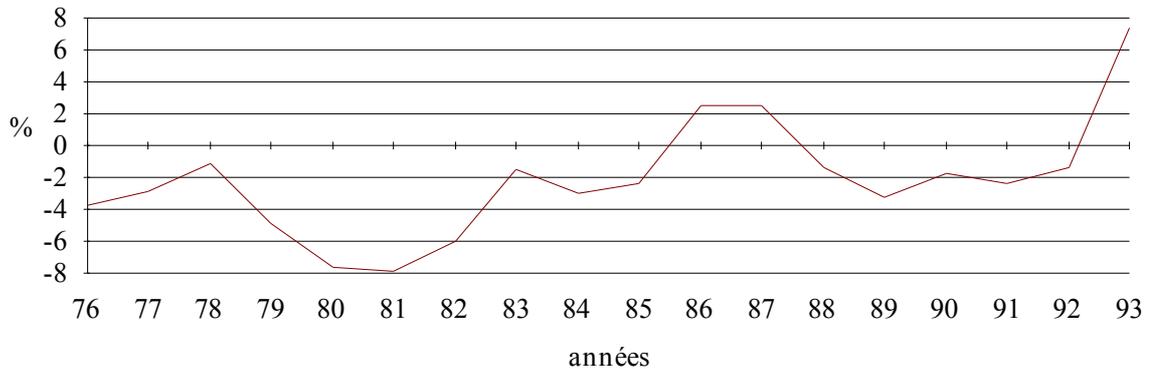
Le cours général du capital de prêt tracé par Marx est en tout et pour tout confirmé par les trois tableaux suivants. Les séries américaine, japonaise et allemande des taux d'intérêt longs des Obligations d'Etat et autres Obligations, purgés de la progression annuelle des prix de gros, révèlent que le comité d'affaires de la bourgeoisie est presque complètement inopérant face à la puissante détermination économique et que son incapacité d'action progresse en proportion directe de l'aggravation de sa situation budgétaire (crise fiscale de l'Etat). Aux USA en 1982 et 1986 les taux longs réels étaient de 11% et en 1991 de 7.66%. Le niveau moindre de 1991,

comparativement aux autres années de crise, s'explique par la relativement plus faible nécessité d'emprunts de l'Etat, celui-ci ayant abdiqué -déficit budgétaire pharaonique et soudain tarissement des entrées fiscales obligent- toute ou presque toute initiative d'expansion des marchés par l'accroissement conséquent de ses dépenses. Au Japon, où les comptes étatiques sont aujourd'hui encore (et malgré les moyens consistants mis en oeuvre pour relancer l'activité économique) en plutôt bonne santé, les taux longs réels étaient de l'ordre de 9.62% en 1983, de 14.04% en 1986 et sont en 1993 de 8.2%. Le *trend* à la hausse cyclique en période de crise est ici aussi respecté; et ce même si le niveau actuel de ces taux est inférieur à celui des crises passées. En ces circonstances la hausse brutale de la « facture pétrolière et énergétique » avait occasionné une flambée supplémentaire spectaculaire des prix du capital-argent. Actuellement les paramètres d'une telle conjoncture ne sont nullement présents. En Allemagne les taux longs des Obligations d'Etat sont en 1993 de 7.4%; ils étaient de 6.4% en 1983. Il n'est pas superflu de dénoncer au passage l'hypocrisie des principaux pays concurrents de l'Allemagne qui, de façon récurrente, se livrent à l'accusation selon laquelle ses taux seraient trop élevés alors que leurs niveaux sont presque parfaitement fixés sur ceux du Japon et des USA. En réalité ces pourfendeurs de l'Allemagne souhaiteraient que ce soient aux taux courts de baisser, permettant de la sorte de donner une impulsion à la consommation improductive intérieure et, de ce fait, de voir progresser leurs exportations vers ce pays.

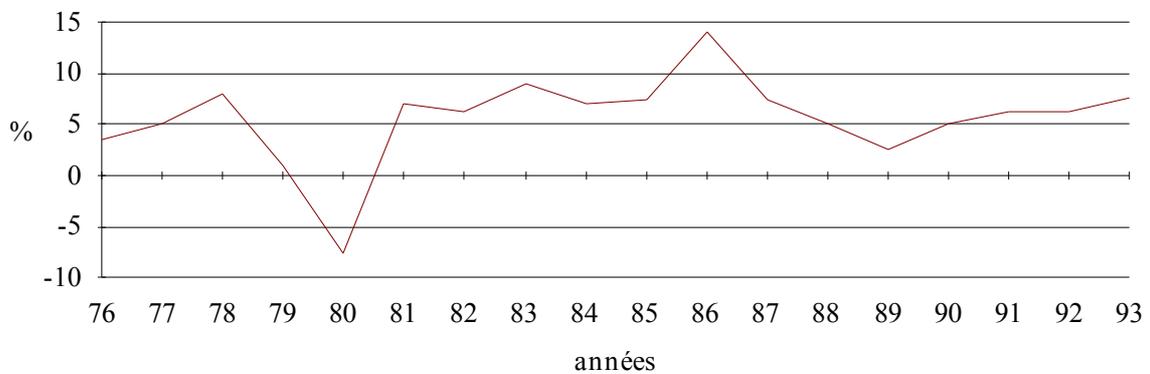
**Taux d'intérêts réels des Obligations d'Etat
américaines longues
source F.M.I.**



**Taux d'intérêts réels des Obligations d'Etat
allemandes longues
source F.M.I.**



**Taux d'intérêts réels des Obligations d'Etat
japonaises longues
source F.M.I.**



Les bornes de la manoeuvre étatique sur les taux d'intérêt sont ainsi dévoilées. D'une part la torsion du prix du crédit (*dépréciation de la monnaie de crédit*) ne concerne que les taux à court terme les moins essentiels. Et encore, la baisse ne peut-elle avoir lieu que dans une certaine mesure et toujours avec la crainte, si la mesure est dépassée, *d'ébranler tous les rapports existants* (cf. Marx. Le Capital. Livre 3. P. 544.). D'autre part, lorsque par exemple on enregistre une baisse des taux à long terme comme aux USA actuellement, elle doit être imputée au libre cours classique du marché du capital de prêt dans la phase d'activité moyenne plutôt qu'à la concrétisation de la volonté et de la puissance économique contra-cyclique des autorités monétaires suprêmes de ce pays. En clair, le maniement étatique de l'arme des taux

d'intérêt n'est nullement un gage sérieux d'élimination de la pénurie de l'argent-capital, et encore moins de la revitalisation du système de crédit mis à mal par les mauvais retours des capitaux prêtés. Il est en revanche l'expression du rétrécissement conjoncturel, cyclique, du rayon d'action économique réel de l'Etat capitaliste. Marx parle à ce propos de retour en arrière, *aux stades les moins développés de la production capitaliste*.

« Vis-à-vis du capital rapporteur d'intérêts, on emploie la force (de l'Etat) en abaissant autoritairement le taux d'intérêt, si bien qu'il ne peut plus dicter ses termes [conditions] au capital industriel. Mais ceci est une forme qui appartient aux stades les moins développés de la production capitaliste... L'abaissement autoritaire du taux d'intérêt est une forme que le capital industriel lui-même emprunte encore aux méthodes d'un mode de production antérieur et qu'il rejette comme inutile et inadéquat dès qu'il s'est renforcé et qu'il a conquis son territoire ».

(Marx. Théories sur la plus-value. T.3. P. 554. Editions Sociales)

* Il convient, pour conclure, d'approfondir l'examen des limites de l'emploi de l'instrument monétaire dans un objectif contra-cyclique, et notamment la politique dite de dévaluation compétitive. Par politique monétaire de « dévaluation compétitive », selon une définition récente, on entend la poursuite par la Banque Centrale d'un taux de change moindre relativement aux autres monnaies des pays concurrents. Elle se veut un outil temporaire de conquête des marchés en l'absence de conditions de valorisation suffisantes pour assurer des avances de capital d'un montant permettant une progression de la composition technique du capital. Celle-ci aurait été, à son tour, susceptible de faire baisser le temps de travail nécessaire à la production d'un exemplaire donné de marchandise, donc apte à réduire le prix de marché du produit fabriqué dans ces nouvelles conditions. Cette politique monétaire a une certaine efficacité si le pays qui l'adopte n'est pas excessivement dépendant, par exemple, de l'importation de marchandises dont le prix est exprimé en devises étrangères ayant un taux de change qui lui serait trop défavorable -voir les USA et le Japon, ou, dans une plus petite mesure et dans des moments du cycle très particuliers, l'Italie et l'Espagne. A ce propos le cas des pays non producteurs et grands consommateurs de pétrole est typique. Si aujourd'hui son prix de marché n'était pas si bas, si la conjoncture productive n'était pas si déprimée, tempérant la demande mondiale de cette matière première et auxiliaire fondamentale, et si la Campagne d'Irak n'avait pas annihilé pour un temps toute velléité haussière du prix du baril exprimée par les pays producteurs, même les USA, dont la monnaie est pourtant l'unité de compte mondiale du pétrole, n'auraient pas pu laisser filer vers le bas dans de telles proportions le prix international relatif du Dollar par rapport au Yen japonais. Car, si tel avait été le cas, ils se seraient retrouvés en présence de termes d'acquisition d'une condition objective essentielle de la production, trop défavorables en regard de l'ennemi commercial nippon. L'autre grande limite de la « dévaluation compétitive » repose sur les besoins de financement des dépenses de l'Etat. Or, à l'instar de l'Allemagne actuellement, lorsque l'Etat est confronté à une progression importante de ses engagements financiers -réunification oblige-, et à l'heure d'un moindre flux fiscal global (la crise générale de la valorisation contractant significativement les échanges et les profits dont elle est une ponction), celui-ci est soumis au devoir d'alimenter ses caisses par des emprunts intérieurs et internationaux à des taux d'intérêt (prix de marché de l'argent

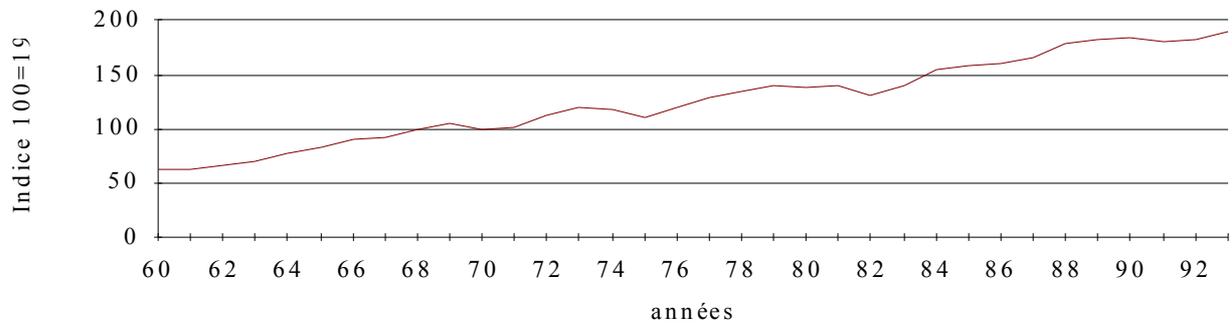
comme marchandise) suffisamment attractifs aux jeux de crédateurs passablement frileux. Une telle « frilosité » des crédateurs potentiels est déterminée par une situation d'ensemble des paiements fortement dégradée et parce que les crédateurs aussi, cela va de soi, se trouvent excessivement exposés et démunis face aux aléas et aux incertitudes présentes des marchés internationaux du crédit. Fatalement, les acheteurs de capital-argent sont, dans une économie de crédit développée comme celle-ci, à leur tour débiteurs de quelqu'un d'autre. Ainsi, afin d'attirer des capitaux financiers en quantités suffisantes à leurs besoins budgétaires, certains pays se trouvent dans l'impossibilité absolue de réduire les taux d'intérêt, donc sont exposés à une constante surévaluation de leur devise sur les marchés monétaires internationaux. De plus, ces considérations n'ont de valeur que pour autant qu'une devise donnée demeure toujours intrinsèquement attrayante (ce qui n'est, par exemple, pas ou plus le cas à présent, pour le Rouble dans « sa » traditionnelle aire géopolitique), c'est-à-dire dans la mesure où, aux jeux des agents de la haute finance, la formation économique dont elle est l'expression est jugée comme étant encore en position de solvabilité. Ainsi, pour conclure cette partie du chapitre à propos des limites d'application de la politique de « dévaluation compétitive », on ne peut pas ne pas citer les pays qui, ayant pourtant des énormes besoins de caisse et pratiquant par conséquent des taux d'intérêt forts, ne parviennent toutefois pas ou plus à « séduire » les investisseurs car leur coefficient de « risque-pays » est considéré comme trop important. Pour ces nations point de salut. Impitoyables, les marchés censureront et se chargeront de rapetisser leur soif de capitaux. A partir de là seule leur restera la fausse alternative entre l'agonie prolongée par l'obtention de moyens monétaires trop exigus et le montage financier de plus en plus compliqué et défavorable à l'emprunteur et la dévalorisation générale soudaine, violente et sans filet de démocratie sociale. L'ex-URSS est aujourd'hui dans une impasse de cette nature. Les manoeuvres dilatoires désespérées auxquelles s'adonnent les différentes fractions de la bourgeoisie afin de reculer l'échéance fatidique -et périodiquement incontournable durant le capitalisme- de la cruelle saignée des forces productives sociales ne serviront à rien...

« Aussi longtemps que le caractère social du travail apparaît en tant qu'existence monétaire de la marchandise et donc en tant qu'objet extérieur à la production réelle, les crises monétaires sont inévitables, qu'elles soient indépendantes des crises véritables ou qu'elles les aggravent ».

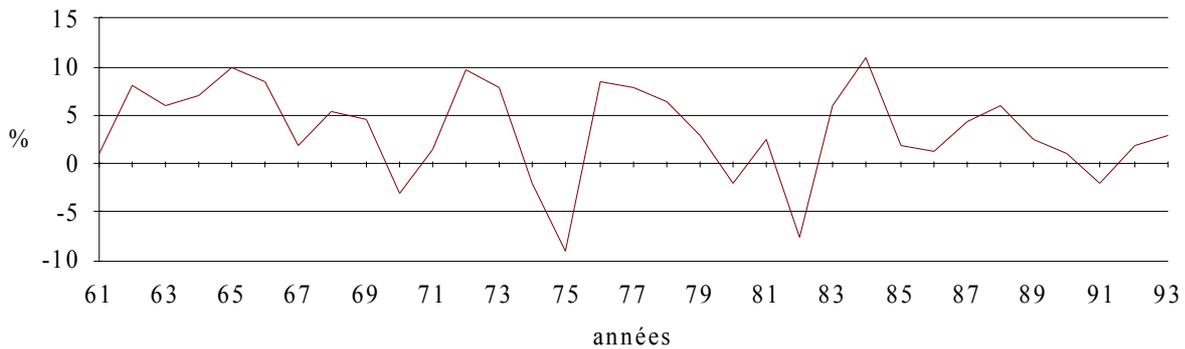
(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 544. Editions du Progrès. Moscou)

Appendice : les indices de la production industrielle

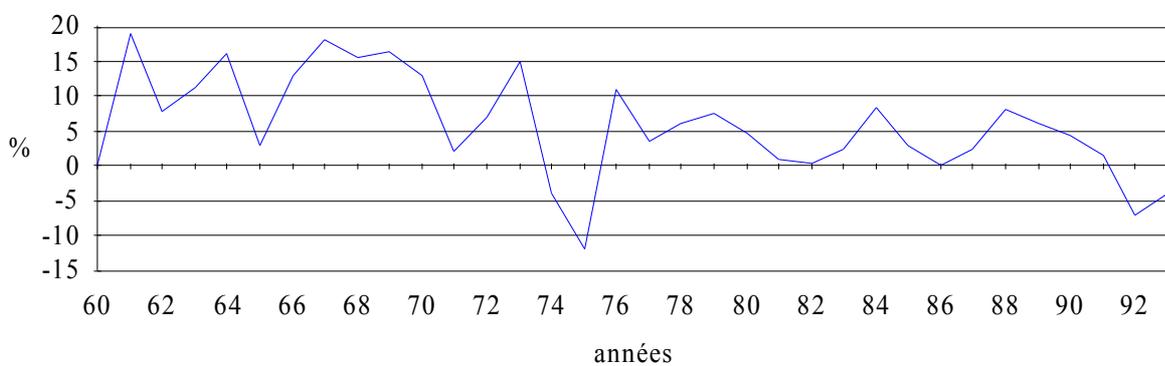
Indice de la production industrielle aux USA source O.C.D.E.



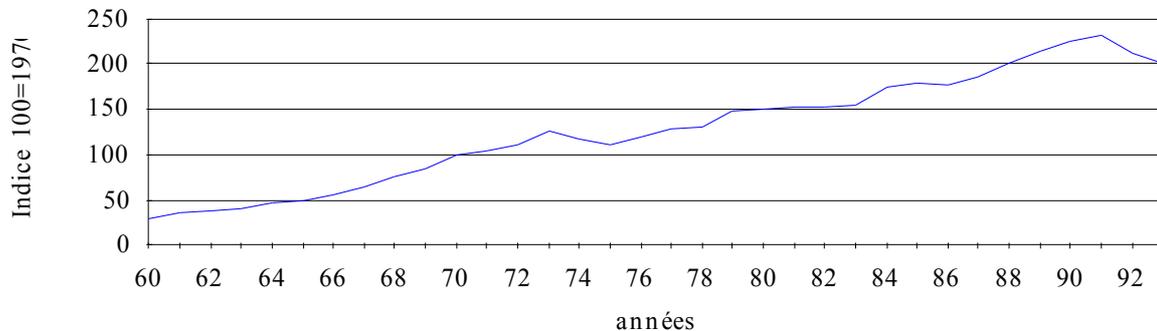
% de variation annuelle de l'indice de la production industrielle aux USA



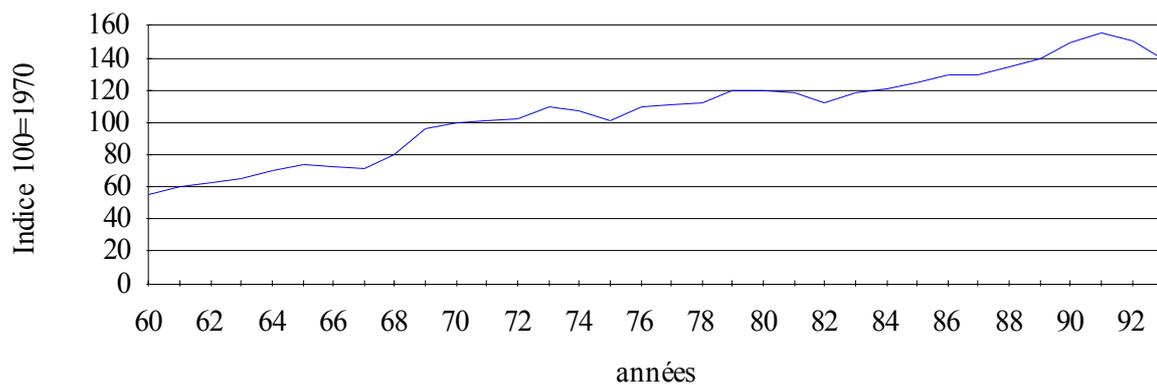
% de variation annuelle de l'indice de la production industrielle au Japon



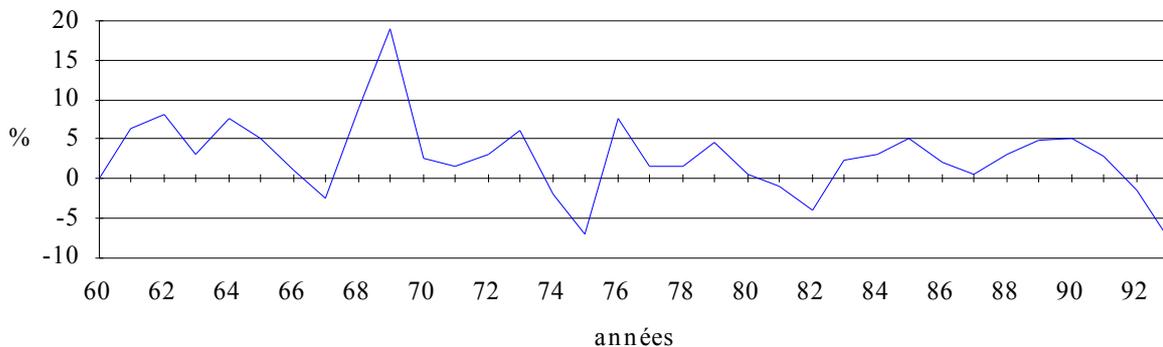
Indice de la production industrielle au Japon source O.C.D.E



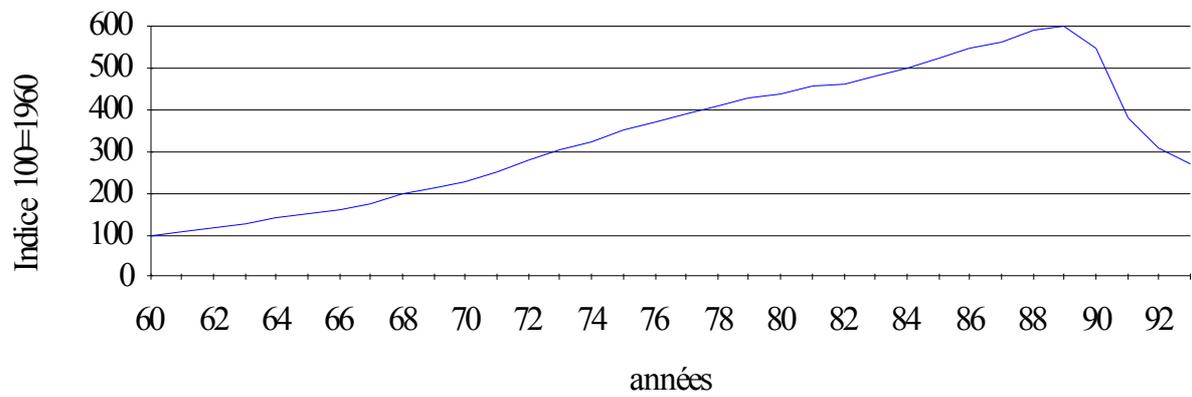
Indice de la production industrielle en Allemagne source O.C.D.E



% de variation annuelle de l'indice de la product. industrielle en Allemagne



Indice de production industrielle dans l'ex-URSS source O.C.D.E.



% de variation de la production industrielle dans l'ex-URSS

